

CanWaCH
Canadian Partnership for
Women and Children's Health



CanSFE
Partenariat canadien pour la
santé des femmes et des enfants

**Mémoire pour les consultations prébudgétaires
en prévision du budget de 2025**

**Par : le Partenariat canadien pour la santé des
femmes et des enfants**

Recommandations

Recommandation 1 : Que le gouvernement s'engage à verser 650 millions \$ supplémentaires par an pendant quatre ans jusqu'en 2028-2029 pour financer l'amélioration des résultats pour les jeunes, surtout pour les jeunes femmes et les filles.

Recommandation 2 : Que le gouvernement respecte son [Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde](#) en consacrant sa juste part d'investissements à des initiatives de santé mondiale clés et en soutenant la reconstitution des ressources suivantes en 2024-2025 : 150 millions \$ sur trois ans à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite; au moins 720 millions \$ sur cinq ans à Gavi, l'Alliance du vaccin; et sa juste part promise au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Recommandation 3 : Que le gouvernement réponde à la crise sans précédent de la faim et de la malnutrition en augmentant son investissement consacré à la nutrition à 750 millions \$ sur cinq ans, en veillant à ce que ce financement soit prévisible, flexible et transformateur en matière d'égalité des genres.

Recommandation 4 : Que le gouvernement veille à ce que le financement des programmes de santé par le biais de l'Enveloppe de l'aide internationale soit axé sur des approches globales et intégrées qui répondent spécifiquement aux besoins de santé uniques des femmes et des enfants qui s'adaptent à la fréquence accrue des incendies de forêt, des sécheresses, des inondations et des tempêtes.



Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE)

Le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE) regroupe plus de 100 organisations non gouvernementales (ONG), organisations de la société civile (OSC), établissements universitaires, associations de professionnel·les de la santé et entreprises privées qui s'engagent à faire avancer la santé et les droits des femmes, des enfants et des adolescent·es dans le monde.

En soutien au gouvernement du Canada depuis 2010, le CanSFE s'efforce d'unir des organisations de premier plan pour travailler aux côtés de femmes et d'enfants des quatre coins du monde. Nous facilitons les liens entre spécialistes et tirons parti de notre pouvoir collectif en donnant accès à des connaissances et à des ressources pour renforcer l'impact des initiatives. Les membres et les partenaires du CanSFE sont à l'avant-garde du travail de transformation dans le domaine de la santé et des droits mondiaux.

Le rôle du Canada dans l'amélioration de la santé des femmes et des enfants

Les effets cumulés des conflits de plus en plus violents au cours de la dernière décennie et la prévalence de phénomènes météorologiques extrêmes ont rendu les femmes et les enfants particulièrement vulnérables et ont mis en péril les progrès réalisés à l'échelle mondiale.

Alors que le Canada assumera la présidence du G7 en 2025 et accueillera les leaders mondiaux à Kananaskis, en Alberta, l'année prochaine, nous devons aborder ces défis sans précédent et de plus en plus graves, et réaffirmer notre engagement envers les plus vulnérables.

Le leadership du Canada n'a jamais été aussi important.

Il n'y a pas de sécurité sans démocratie et sans développement, et l'histoire a montré à maintes reprises qu'il ne peut y avoir de développement économique durable lorsque les gens meurent en grand nombre d'éclosions de maladies évitables, de complications sanitaires, de malnutrition et de conflits violents. L'impact du sous-investissement en faveur de l'aide internationale, de l'égalité des genres et de la santé mondiale est que les femmes et les enfants ont une espérance de vie plus courte, que les communautés continuent d'être sous-développées et que la croissance économique n'est pas au rendez-vous, non seulement dans le Sud global, mais dans le monde entier.

Préserver la position du Canada en tant que leader mondial

Le renforcement du pouvoir des jeunes, en particulier celui des jeunes femmes, est l'un des moyens les plus efficaces de stimuler la croissance économique, de réduire la pauvreté et de promouvoir la paix et la stabilité. Chaque dollar d'Aide publique au développement investi dans les enfants génère un retour de [10 \\$ en bénéfices](#) pour l'enfant et la communauté dans son ensemble. La participation des jeunes femmes à la main-d'œuvre et aux processus décisionnels conduit systématiquement à des économies plus vigoureuses, à des sociétés plus stables et à un monde plus prospère.



Mais tant que les femmes et les filles n'auront pas accès aux soins de santé, à la nutrition et à l'éducation, une grande partie de ce potentiel de développement économique et social restera inexploitée.

Grâce à des investissements substantiels depuis 2010, le secteur canadien de la santé des femmes et des enfants compte des spécialistes de renommée mondiale et des partenaires clés pour la prestation de services. Il s'agit d'un secteur essentiel dans lequel le Canada se démarque.

Les résultats du programme ont permis de soutenir les activités de renforcement des communautés, depuis les cliniques de vaccination dans les communautés isolées jusqu'aux services de santé de base dans les installations informelles. Les organisations canadiennes ont fièrement représenté la conviction fondamentale de notre pays selon laquelle nous avons la responsabilité de soutenir la santé et le bien-être des femmes et des enfants du monde entier.

Cependant, les enveloppes limitées des gouvernements qui financent la santé mondiale ont restreint les progrès et sont insuffisantes pour répondre aux besoins considérables depuis la pandémie.

À l'inverse, le Canada, dont les gouvernements se sont succédé, a réalisé des investissements audacieux dans la santé des femmes et des enfants et a été l'un des principaux donateurs dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). Au cours de l'exercice [2021-2022](#), les projets financés par le Canada ont permis de fournir des services de SDSR à 5,7 millions de femmes et de filles dans près de 30 pays. À l'heure où les droits des femmes sont menacés dans le monde entier, nous devons continuer de défendre le droit des femmes et des filles à s'épanouir en *pleine* santé, y compris dans les domaines les plus négligés de la SDSR.

Nous pressons le gouvernement du Canada d'investir dans des programmes qui garantissent que les femmes et les enfants du monde entier ont accès à la nourriture, à la nutrition, aux soins de santé complets et à l'éducation dont ils ont besoin pour réussir, sans oublier les grands déterminants sociaux et environnementaux de la santé.

L'augmentation de l'Enveloppe de l'aide internationale du Canada, combinée au financement actuel de l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde, permettra au gouvernement de fournir sa juste contribution à la santé, aux droits et à la nutrition des femmes et des enfants et d'investir dans des priorités de développement essentielles pour les jeunes générations du Sud global.

Recommandation 1 : Que le gouvernement s'engage à verser 650 millions \$ supplémentaires par an pendant quatre ans jusqu'en 2028-2029 pour financer l'amélioration des résultats pour les jeunes, surtout pour les jeunes femmes et les filles.

Protéger notre avenir en investissant notre juste part

Au fil des gouvernements successifs, le leadership du Canada sur la scène internationale a été déterminant pour faire face à quelques-unes des plus graves crises sanitaires que le monde ait connues, dont le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et la poliomyélite.



Ces investissements ont été couronnés de succès à l'échelle mondiale, puisque les indicateurs clés de la transmission des maladies transmissibles ont chuté de manière significative. Depuis 2010, les infections par le VIH ont diminué de 38 % et les cas de maladies tropicales négligées nécessitant une intervention ont baissé de 26,1 %, mais des investissements continus sont nécessaires pour garantir que les progrès demeurent constants. L'impact de ces engagements signifie qu'aujourd'hui, un enfant né dans un pays soutenu par Gavi a 70 % moins de risques de mourir d'une maladie qui peut être évitée par la vaccination.

Il est impératif que le gouvernement du Canada s'engage à faire perdurer ces progrès mondiaux en réapprovisionnant les initiatives de santé mondiale qui coordonnent la réponse internationale à ces maladies mortelles, dont la stratégie 2026-2030 de Gavi, qui offre une occasion unique d'accélérer considérablement cet impact. C'est la dernière occasion de le faire avant la date butoir de 2030 pour atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU. **Recommandation 2** : Que le gouvernement respecte son [Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde](#) en consacrant sa juste part d'investissements à des initiatives de santé mondiale clés et en soutenant la reconstitution des ressources suivantes en 2024-2025 : 150 millions \$ sur trois ans à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite; au moins 720 millions \$ sur cinq ans à Gavi, l'Alliance du vaccin; et sa juste part promise au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Instaurer les conditions nécessaires pour que les populations soient bien nourries

Chaque année, la malnutrition à elle seule tue plus de femmes que le tabac, l'alcool et la pollution de l'air réunis, et un [rapport récent](#) révèle que les impacts des conflits, de la pandémie et de la crise climatique ont entraîné une « régression critique de pratiquement toutes les principales mesures du bien-être de l'enfant ».

Au moment où le gouvernement établit ses priorités budgétaires, il devrait concentrer ses efforts sur la satisfaction des besoins nutritionnels essentiels des femmes et des enfants vulnérables en augmentant ses investissements dans des interventions axées sur la nutrition qui sont économiques et qui ont un impact important.

Une personne sur onze dans le monde, et une sur cinq en Afrique, a été confrontée à la faim en [2023](#). Plus précisément, un enfant de moins de cinq ans sur quatre vit dans une situation de pauvreté alimentaire grave, ce qui l'expose à un risque accru de malnutrition et de maladie potentiellement mortelle.

La malnutrition touche de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui souvent mangent en dernier et mangent le moins possible, et ce, en raison de graves inégalités en matière de pouvoir, de salaire, de scolarisation et de santé. Entre 2020 et 2022, la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et allaitantes et les filles adolescentes a augmenté de [25 %](#). De plus, [près de 40 %](#) des femmes enceintes dans le monde souffrent d'anémie, ce qui augmente le risque d'accouchement prématuré et d'hémorragie post-partum, causes principales de décès maternels.

Grâce à son engagement de longue date en faveur de la nutrition des femmes et de la lutte contre l'anémie, le Canada est bien placé dans le programme de développement mondial en tant que leader reconnu pour son rôle de pionnier en matière de progrès social. En développant des interventions nutritionnelles éprouvées, peu coûteuses et ayant un impact important, comme c'est le cas des [suppléments de micronutriments multiples \(SMM\)](#) pour les femmes enceintes, le Canada peut contribuer à briser le cycle de la malnutrition pour des millions de personnes.

Il est également impératif que le gouvernement du Canada établisse les conditions propices à la croissance économique dans les communautés qu'il soutient. À l'échelle mondiale, la dénutrition coûte au moins 761 milliards \$ par an, ce qui équivaut à 1 % du revenu mondial. Si des mesures ambitieuses ne sont pas prises par des gouvernements comme celui du Canada, la dénutrition pourrait faire perdre 4 billions de \$ à l'échelle mondiale entre 2025 et 2030.

Recommandation 3 : Que le gouvernement réponde à la crise sans précédent de la faim et de la malnutrition en augmentant son investissement consacré à la nutrition à 750 millions \$ sur cinq ans, en veillant à ce que ce financement soit prévisible, flexible et transformateur en matière d'égalité des genres.

Garantir une approche intégrée des programmes de santé mondiale

Les partenaires de mise en œuvre canadiens ont été au premier rang des programmes de développement novateurs et intégrés qui tiennent compte des subtilités et des complexités liées à l'amélioration des résultats en matière de santé dans le respect des droits et des libertés de la personne.

Avec l'augmentation de la fréquence et de la gravité des ouragans, des tempêtes tropicales, des sécheresses, des inondations et des feux de forêt dans le monde entier, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels est devenu de plus en plus difficile dans le Sud global, en particulier pour les femmes et les enfants.

Les conflits et le changement climatique amplifient les inégalités de longue date dans l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH), ainsi que dans la possibilité de profiter d'une bonne santé et d'un bien-être, exposant les enfants aux risques sanitaires et à l'insécurité alimentaire induits par le climat, créant des obstacles physiques à l'accès aux soins de santé et intensifiant les inégalités de genre, les jeunes femmes et les filles étant contraintes de parcourir de plus grandes distances dans des conditions qui s'extrémisent pour recevoir une scolarité de base.

Alors que le gouvernement cherche à élaborer l'ordre du jour de sa présidence du G7 en 2025, il est essentiel d'accorder suffisamment d'attention aux programmes qui portent sur les défis uniques auxquels les femmes et les enfants sont confrontés pour s'adapter au changement climatique et en atténuer l'impact. En soulignant l'importance d'une approche intégrée du développement qui favorise la santé et le bien-être des personnes et de la planète, nous pouvons préserver les investissements canadiens réalisés à ce jour dans le domaine de la santé. Parmi les principaux investissements que le Canada peut intégrer dans les programmes qu'il finance, citons les services d'EAH, qui permettent de



sauver au moins 1,4 million de vies chaque année, avec un rendement du capital investi de 3,60 à 10,97 dollars canadiens pour chaque dollar dépensé.

L'appel à l'action du G20 pour le renforcement des services d'EAH illustre comment le Canada peut démontrer son leadership en matière d'égalité des genres afin de parvenir à un accès universel à l'EAH pour la santé, l'éducation, la nutrition et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

En privilégiant des politiques qui soulignent l'importance d'une approche globale et transformatrice en matière d'égalité des genres dans les programmes de santé et d'éducation, le Canada peut renforcer son leadership mondial en intégrant l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement dans les programmes de santé.

Recommandation 4 : Que le gouvernement veille à ce que le financement des programmes de santé par le biais de l'Enveloppe de l'aide internationale soit axé sur des approches globales et intégrées qui répondent spécifiquement aux besoins de santé uniques des femmes et des enfants qui s'adaptent à la fréquence accrue des incendies de forêt, des sécheresses, des inondations et des tempêtes.

Conclusion

Partout dans le monde, les effets de l'inflation mondiale et du changement climatique, la montée en puissance des régimes autoritaires et l'augmentation du nombre et de la complexité des conflits ont créé une incertitude et une imprévisibilité immenses. Alors que les différents gouvernements provinciaux du pays s'efforcent de relever des défis internes tels que l'augmentation du coût de la vie et la sécurité alimentaire, il est impératif que le gouvernement du Canada s'assure que personne n'est laissé pour compte.

Le Canada s'est positionné en tant que défenseur de la santé et des droits des femmes et des filles dans le monde entier. La violence persistante en Ukraine, à Gaza, au Soudan et en Haïti met davantage de femmes et de filles en danger. Les menaces pesant sur les droits des femmes et des filles se multiplient. Il est temps que le Canada s'engage à nouveau à défendre la santé et les droits des femmes et des enfants à l'échelle mondiale.

En préparant le budget 2025, le gouvernement du Canada doit comprendre que la population canadienne reconnaît l'importance de l'aide internationale pour les femmes et les enfants, et qu'elle soutient l'augmentation de l'aide internationale par le biais d'investissements dans le domaine de la santé.

